

## Le Liban, terre d'échanges

Armelle Datin

---

Number 88, Fall 2002

Littérature libanaise

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/19176ac>

[See table of contents](#)

---

Publisher(s)

Nuit blanche, le magazine du livre

ISSN

0823-2490 (print)

1923-3191 (digital)

[Explore this journal](#)

---

Cite this article

Datin, A. (2002). Le Liban, terre d'échanges. *Nuit blanche*, (88), 30–33.

# Le Liban, terre d'échanges



Beyrouth

L'histoire du Liban est intimement liée à celle de la « Montagne » qui occupe la plus grande partie de son territoire (plus de la moitié du pays est à une altitude supérieure à mille mètres) et s'étend en une longue chaîne du nord au sud. Dominée par le Mont-Liban, elle est longtemps restée un refuge pour des chrétiens ou des musulmans, persécutés ou dissidents. Christianisé très tôt, islamisé peu après l'Hégire, le Liban recueille toutes les influences. Sans opérer un trop long retour dans l'histoire complexe de ce pays, rappelons qu'il fut placé sous le joug ottoman dès le XVI<sup>e</sup> siècle.

**E**n 1841, suite à des affrontements entre maronites et druzes, la Montagne s'embrase. Un prétexte que saisit aussitôt Constantinople pour destituer le dernier émir et diviser arbitrairement le pays en deux *caïmacamats* (districts) indépendants : celui du Nord, majoritairement chrétien, et celui du Sud, à majorité druze. Cette scission, qui ne tient aucun compte de la composition mixte des régions libanaises, pèsera longtemps dans l'histoire du Liban. Pour mettre fin aux massacres et éviter toute contagion, les puissances européennes interviennent. Un corps expéditionnaire français débarque à Beyrouth en 1860, accueilli par des chrétiens libanais reconnaissants : « La France était devenue pour quelques-uns une sorte de super-patrie. La super-patrie, comme la super-nature, on ne la sent pas, on ne la connaît pas. On y croit tout simplement. [...] Le vocable académique ' francophile 'est impuissant à le traduire. Il me semble que j'étais amoureux d'une femme<sup>1</sup> ».

### **Nouveau statut politique**

Le Liban est doté d'un nouveau statut : un *moutassarafiat* (préfecture) est mis en place, dont la responsabilité est confiée à un gouverneur non libanais, proposé par la Sublime Porte. Opposés à l'assimilation souhaitée par le tout nouveau régime turc, musulmans et chrétiens s'allient au Liban dans une ébauche d'union nationale. Durant la Première Guerre mondiale, la Turquie, alliée de l'Allemagne, confisque son autonomie au Liban qu'une vague de terreur saigne à nouveau. Les troupes françaises, britanniques et arabes chérifiennes chassent définitivement l'occupant. Liban et Syrie sont mis aussitôt sous mandat français et acceptent de bon gré ce régime qui s'emploie à moderniser la région et à renforcer l'enseignement privé et officiel. « À partir de ce moment, la littérature française s'installe sur le sol national libanais où il devient de bon ton d'écrire et de cultiver la langue française<sup>2</sup>. » En 1920, le général français Gouraud, haut-commissaire, proclame la constitution du Grand-Liban, auquel sont en outre rendus ses débouchés maritimes, la Békaa et le Akkar. Le Liban, dont les frontières ne changeront plus, devient « République libanaise » et se dote d'une Constitution le 26 mai 1926. Mais les nationalistes arabes, qui prônent la création d'une « Grande Syrie » englobant le Liban, la Syrie, la Palestine et la Transjordanie, n'adhèrent pas volontiers à cette formation.

### **L'indépendance**

Le Liban accède finalement à son indépendance en 1943, désormais libre de toute tutelle. La mosaïque

religieuse est telle qu'un régime original, le confessionnalisme, est institué. « À titre transitoire et dans une intention de justice et de concorde, les communautés seront équitablement représentées dans les emplois publics et dans la composition des ministères. » La tradition, et non un texte écrit de la Constitution, a en effet établi que le Président de la République serait maronite, le Président du Conseil, sunnite et le Président de la Chambre, chiite, tandis que les mandats parlementaires et les portefeuilles ministériels seraient répartis entre les différentes communautés. Avec la conclusion du Pacte national, en octobre 1947, les maronites renoncent à se placer sous protection occidentale et les sunnites, à tout projet d'intégration au sein d'une union arabe. En théorie du moins. Démocratie parlementaire, le Liban est souvent dominé par des partis politiques « clientélistes ». Les rivalités opposent, au gré des alliances claniques, une poignée de grandes familles libanaises, toutes-puissantes territorialement. La prospérité économique qui suit l'indépendance amplifie régulièrement les disparités sociales cependant que la croissance démographique de la population musulmane, sans que soit révisée la Constitution, compromet le précaire équilibre communautaire.

### **Suez et autres crises...**

La crise de Suez commence d'exciter les frustrations. À la suite d'une insurrection musulmane dirigée contre le président Chamoun, 15 000 marines américains débarquent en 1958 au Liban. Après le renversement de la monarchie irakienne par les baasistes, ce petit pays est désormais considéré comme un enjeu géopolitique majeur par les grandes puissances occidentales. La guerre israélo-arabe des Six jours, à laquelle le Liban ne participe pas, et qui se conclut par l'occupation par Israël de la Cisjordanie, de Jérusalem-Est et de la bande de Gaza, accule les Palestiniens à se réfugier sur son territoire. Suite à la répression jordanienne de septembre 1970 (« Septembre noir »), ce sont près de 500 000 Palestiniens qui affluent au Liban. Par les accords du Caire, le gouvernement libanais accorde une légitimité aux fedayins (combattants) de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP). Les affrontements entre Palestiniens et armée israélienne vont bientôt sceller le sort du Liban où deux « camps » se font face : d'un côté les arabistes, partisans des Palestiniens ; de l'autre, tous ceux qui souhaitent leur éviction. Des mouvements intellectuels de gauche encouragent la résistance palestinienne et la laïcisation du régime par la suppression du confessionnalisme constitutionnel, devenu pour beaucoup léonin.

Quand la guerre du Kippour (1973) secoue de nouveau la région, le Liban soutient cette fois l'Égypte et la Syrie. Mouvements palestiniens, chiïtes et druzes

s'allient pour contrer la prépotence politique et économique des chrétiens et des sunnites. Depuis longtemps larvé, le conflit qui allait durer quinze ans se généralise en 1975, suite à des affrontements entre phalangistes (chrétiens) et membres de l'OLP. Les milices se liguent ou s'opposent. La confusion s'installe... Elle sera d'autant plus tragique que les acteurs du conflit ne sont pas à une contradiction près. Georges Corm<sup>3</sup> a très clairement analysé les enchaînements de violence dans ce « Proche-Orient éclaté ».

Les milices libanaises, nombreuses, s'impliquent toutes dans la guerre que l'on qualifie de civile malgré l'intervention d'autres États. En 1976, la Syrie intervient contre les forces islamo-palestiniennes avec lesquelles elle venait de rompre, pour faire de nouveau volte-face quelques mois plus tard... En mars 1978, c'est Israël qui envahit le sud du Liban pour réduire les bases palestiniennes. La même année, le régime des Mollahs qui vient de renverser en Iran la dynastie Pahlavi entre à son tour dans le conflit en soutenant la milice chiite islamiste du Hezbollah et le mouvement du Djihad islamique. En 1982, l'opération « Paix en Galilée » mènera Tsahal (armée israélienne) aux portes de Beyrouth. Le séisme provoqué par l'assassinat du président Béchir Gemayel, élu quatre mois plus tôt, aura d'odieuses répliques, avec notamment l'un des massacres les plus épouvantables de la guerre : celui de centaines de civils palestiniens, réfugiés dans les camps de Sabra et de Chatila\*, au cœur de la zone contrôlée par Israël.

Lorsque le mandat présidentiel d'Amine Gemayel expire, en septembre 1988, aucun accord n'est trouvé pour la désignation de son successeur. Les chrétiens et les musulmans nomment leur gouvernement respectif. Le plus grand désordre politique règne à Beyrouth quand de violents affrontements, entre chrétiens cette fois, endeuillent de nouveau le pays. La Ligue arabe propose une charte de réconciliation dont sortiront les accords de Taëf. Un projet de réforme promet un rééquilibrage des pouvoirs en faveur des musulmans et, à terme, l'abolition du confessionnalisme. Le nouveau président maronite, Elias Hraoui, annonce l'avènement de la II<sup>e</sup> République libanaise. La Syrie et le Liban signent un traité d'amitié et de coopération, attestant que la Syrie peut « rester » au Liban jusqu'à la mise en application de toutes les réformes constitutionnelles... et jusqu'au retrait israélien du Liban Sud.

L'inventaire de quinze ans de guerre au Liban est consternant ; elle aurait fait au moins 150 000 victimes ; elle a aussi profondément divisé son peuple. Si la reconstruction économique du pays a été rapidement mise en œuvre, la convalescence politique se révèle nettement plus problématique. *De facto*, la Syrie contrôle la majeure partie du Liban. Aussi sont-ils nombreux ceux qui jugent illégitime le triumvirat composé depuis 1992 par Elias Hraoui à la présidence de la République, Rafic Hariri à la tête du gouvernement et Nabih Berri, chef du mouvement chiite Amal, à la présidence de l'Assemblée ; les chrétiens,

notamment, ont largement boudé les dernières élections législatives. La Syrie au nord, Israël au sud, des groupes armés un peu partout : la République libanaise meurtrie bénéficie d'une intégrité toute relative. Chaque faction campe sur ses positions et si évolution favorable il y a, elle devra passer, on le sait, par la poursuite des négociations de paix entre l'État d'Israël, les Palestiniens et la Syrie.

En avril 1998, Israël offrait – sous condition – de respecter enfin la résolution 425 du Conseil de sécurité de l'ONU, c'est-à-dire de retirer son armée de la zone qu'il contrôle dans le sud du Liban. Offre immédiatement repoussée par les dirigeants libanais et syriens qui refusent de dissocier cette question de celle de la restitution du Golan annexé en 1981. Les négociations se poursuivent. Mais combien de temps faudra-t-il pour *ravauder* une mémoire qui divise, pour envisager des lendemains que l'on redoute et pour que le peuple libanais, si naturellement enjoué, amnistie cet enchaînement interminable de volte-face politiques, de serments et de perfidies, d'alliances de circonstances ?

**Géographie : 10 452 km<sup>2</sup> (le plus petit pays du Proche-Orient, après Chypre). Bordé à l'ouest par la Méditerranée, au nord et à l'est par la Syrie, au sud par Israël.**

**Population : environ quatre millions d'habitants. On estime que les Libanais établis à l'étranger sont aussi nombreux que ceux qui résident au Liban.**

**Capitale : Beyrouth.**

**Monnaie : Livre libanaise.**

**Langue officielle : arabe. Langue seconde : français et/ou anglais.**

**Histoire : Sous mandat français 1920-1943 ; indépendant depuis 1943 ; en guerre civile de 1975 à 1990.**

**Politique : république parlementaire unicamérale. Pays membre de la Ligue arabe.**

**Religions : plus de la moitié de la population est musulmane. La diversité œcuménique du Liban au kilomètre carré est sans doute la plus importante du monde. S'y côtoient dix-sept communautés religieuses reconnues, chrétiennes (treize églises dont six catholiques, quatre orthodoxes, trois évangéliques), musulmanes chiïtes ou sunnites, druzes, et une très ancienne communauté juive. Chaque communauté chrétienne, chaque rite dit-on au Liban, possède sa façon de célébrer la messe, sa hiérarchie, ses monastères et ses écoles.**

## Aspects culturels...

Jean-pierre Péroncel-Hugoz<sup>4</sup> montra fort bien qu'avant d'être un État, le Liban fut une idée. Sur cette terre « de lait et de miel », à la superficie si réduite, le brassage des populations avait en effet permis une coexistence culturelle qui fit longtemps l'admiration de ses voisins. Beyrouth était devenu « le rendez-vous de toutes les populations méditerranéennes. [...] Riches négociants et portefaix, seigneurs et faquins, métis et courtiers, foule bariolée d'aventuriers, de forbans, épiciers, et marchands d'esclaves, qui s'entremettent entre l'Asie musulmane et l'Europe chrétienne, également prêts à trafiquer de leur accord et de leur discorde. [...] Toute la fleur des civilisations rivales est poussée sur ce coin du rivage phénicien par des nécessités plus impérieuses que les divergences de race et de religion<sup>5</sup> ».

Vivier des trois grandes religions monothéistes, le Liban a fourni – un temps – l'exemple de leur rencontre pacifique, un terrain où se sont mêlés l'Orient et l'Occident, l'Islam et la Chrétienté, le legs de la tradition et les acquis de la modernité. « Accueillant comme ses rades, aventureux comme sa Méditerranée, sonore comme ses torrents, s'offrant comme ses sources, miroitant comme ses étoiles ; robuste, aimable comme ses collines, âpre et démuné comme ses terres escarpées, le Liban ' fille de la géographie ' s'est lentement, habilement, façonné au gré de l'histoire<sup>6</sup>. »

Les écoles et universités étrangères avaient aidé à la propagation des langues autres que l'arabe (français et anglais essentiellement) et avaient fait du Liban un centre culturel de première importance au Moyen-Orient. Les missionnaires français, « exilés » par les lois laïques de la III<sup>e</sup> République, y avaient afflué. Américains, Anglais, Allemands, Italiens et Russes s'y étaient aussi pressés. L'Université Saint-Joseph, francophone, fondée en 1875 par les Jésuites, « fut d'abord une très petite maison. Puis la maison, avec l'esprit, a grandi. Et c'est finalement toute l'histoire de notre renaissance intellectuelle et nationale, que celle du développement de ce collège qui, en moins de cinquante ans, devait avoir comme dépendances trois facultés, leurs instituts, leurs laboratoires et leurs bibliothèques. C'est là que furent formés les quelques centaines d'hommes – de juristes, de savants, d'ingénieurs et de médecins – qui devaient, en trois générations, refaire du Liban un État et une Nation<sup>7</sup> ».

## ... et littéraires

La littérature arabe avait été jusque-là prisonnière de certains principes de rhétorique très rigoureux. Dans *Les porteurs de feu*, le grand poète et essayiste musulman francophone Salah Stétié analyse les répercussions culturelles de l'intrusion de l'Occident dans la civilisation orientale, en les jugeant positives. Dans les années 1880, naît un mouvement culturel initié par les chrétiens, la *Nahda* (renaissance), qui entraîna un affranchissement total des contraintes formelles et thématiques de la *quacida* arabe classique

(poème arabe préislamique). La « renaissance » est en réalité une révolution car la divulgation de la littérature occidentale change toutes les données ; elle permettra ultérieurement toutes les audaces. À l'origine, le danger encouru consistait en un mimétisme sclérosant et un problème majeur se posait : « quel que soit le domaine où il s'exerce, un contact des cultures est ce qui, de par sa nature, met directement en question la personnalité du sujet qui s'y trouve engagé : il est essentiellement un conflit de personnalité<sup>8</sup> ».

Mais la littérature libanaise francophone s'est progressivement épanouie. À une première période, qui se développa du XIX<sup>e</sup> siècle à 1920, et que l'on qualifie de « révolutionnaire », c'est-à-dire opposée à la domination ottomane et exaltant l'idée d'indépendance, répondit une deuxième génération dite « nationale » qui, de 1920 à 1945, chanta la patrie. La troisième ère, actuelle ou moderne, est celle de la maturité ; la littérature libanaise fait son entrée de plain-pied dans le patrimoine littéraire francophone. Elle est aussi, et encore, après le déclenchement de la guerre civile, une littérature de combat.

Bien sûr, des questions émergent. Notamment celle du destin *dual* des gens de lettres libanais francophones qui, s'étant installés le plus souvent en France même, se trouvent dans une situation culturelle ambiguë. Mais l'ambiguïté n'est-elle pas précisément ce qui fait la force de cette production littéraire originale ? Le tourment majeur émane de cette forme d'acculturation, de cet exil intellectuel qui fait de l'écrivain un être déchiré entre une nécessité de partir et une poignante nostalgie d'authenticité orientale.

Le Liban est-il cette terre où se conjuguent, selon les mots de Goerges Schéhadé, « tous les avantages techniques de l'Occident et tout le moelleux de l'Orient » ? Depuis que le canon s'est tu, en 1990, le pays a retrouvé d'emblée sa position de foyer régional des arts et des lettres. Si rien n'est jamais sûr, au Liban peut-être davantage que partout ailleurs, osons gager qu'avec les ressources prodigieuses de l'âme libanaise, ce pays explosera toujours, culturellement bien sûr. **NE**

\* On peut lire, dans *Nuit blanche* (n° 53, automne 1993), une entrevue de Laurent Laplante avec Chris Giannou, médecin canadien qui dirigeait l'hôpital du camp de Chatila. Chris Giannou a publié *Vie et mort au camp de Chatila, Le drame palestinien*, Albin Michel, 1993.

1. Farjallah Haïk, *Liban*, Hachette, Paris, 1958.
2. Rachid Lahoue, *La littérature libanaise de langue française*, Imprimerie catholique, Beyrouth, 1945.
3. Georges Corm, *Le Proche-Orient éclaté*, Gallimard, Paris, 1999.
4. Jean-Pierre Péroncel-Hugoz, *Une croix sur le Liban*, Lieu commun, Paris, 1984.
5. Henri Lammens, *La Syrie, Précis historique, Tome I*, Imprimerie catholique, Beyrouth, 1921.
6. Andrée Chédid, *Liban*, Seuil, Paris, 1970, p. 25.
7. Georges Naccache, « Au service du Liban », *L'Orient*, 1950.
8. Sélim Abou, *Le bilinguisme arabe-français au Liban, Essai d'anthropologie culturelle*, PUF, Paris, 1962.